



Devoir surveillé n°4

Branche : Sciences Economiques et de Gestion

Durée : 3 H

Matière : Economie Générale et Statistique

Filière : Sciences Economiques

Coefficient : 6

Professeur : Larbi TAMNINE

Samedi 22 Mars 2014

IMPORTANT :

- ✓ 1 point est réservé à la présentation de la copie, évitez les ratures et les surcharges et mentionnez le numéro de dossier puis de la question.
- ✓ La machine à calculer non programmable est autorisée et les calculs justificatifs doivent figurer sur la copie.

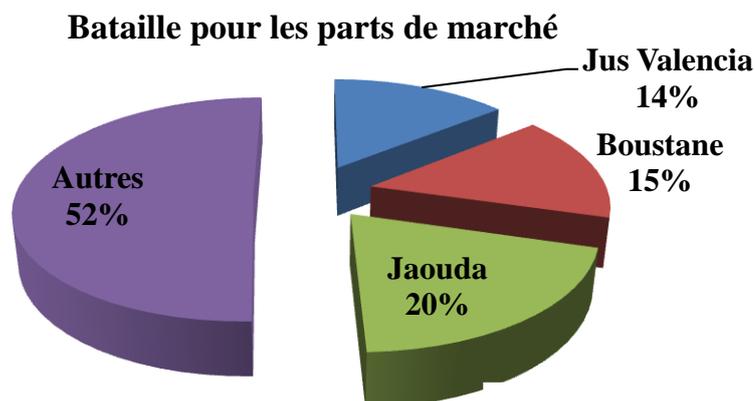
DOSSIER I : Marchés et conjoncture économique (8,5 points)

DOCUMENT 1 : Jus de fruits, le secteur a du punch

[...] «La consommation des jus au Maroc reste impactée par la saisonnalité. On remarque que la période estivale et le Ramadan représentent une part non négligeable dans la consommation des jus de fruits emballés. Pour Ramadan, elle représente près de 25% des ventes annuelles», affirme Abdelmounim El Eulj, directeur général de Moroccan food processing, une société qui produit la marque phare Al Boustane. Du coup, les majors du secteur se mettent en ordre de bataille pour être au rendez-vous et conquérir des parts de marché : Coca-Cola (Miami), le groupe El Alj (Al Boustane), Citruma (Marrakech), Agro Juice Processing (Valencia) ou encore Jaouda (Sélection de fruits, Monjus et Nectary), les poids lourds redoublent en effet d'efforts pour séduire une plus large clientèle. Une opération qui passe par la mise en place d'un plan d'attaque sur le plan marketing et communication.

En termes de consommation, les Marocains ne sont pas encore très friands de jus de fruits industrialisés. En tout cas, en comparaison avec les pays de la région, le royaume arrive en bas du classement au Maghreb. Selon une étude réalisée par le cabinet Nielsen en 2010, la consommation par habitant ne dépasse guère les 4 litres par an, contre 10 litres en Algérie et 8 en Tunisie. Au total, la consommation globale de jus conditionné ne dépasse pas les 108 millions de litres par an au Maroc. Avec ce score, le royaume arrive très loin dans le classement après ses voisins.

Les industriels du jus, en particulier l'orange, ont en effet beaucoup de difficultés à assurer la matière première pour faire tourner les machines. La cause ? Selon les professionnels, le déficit en la matière est certes structurel, mais les choses se sont corsées ces dernières années avec la concurrence du marché de bouche. Du coup, les industriels sont obligés de se tourner vers l'importation pour combler leurs besoins.



www.leseco.ma, publié le 01/08/2013

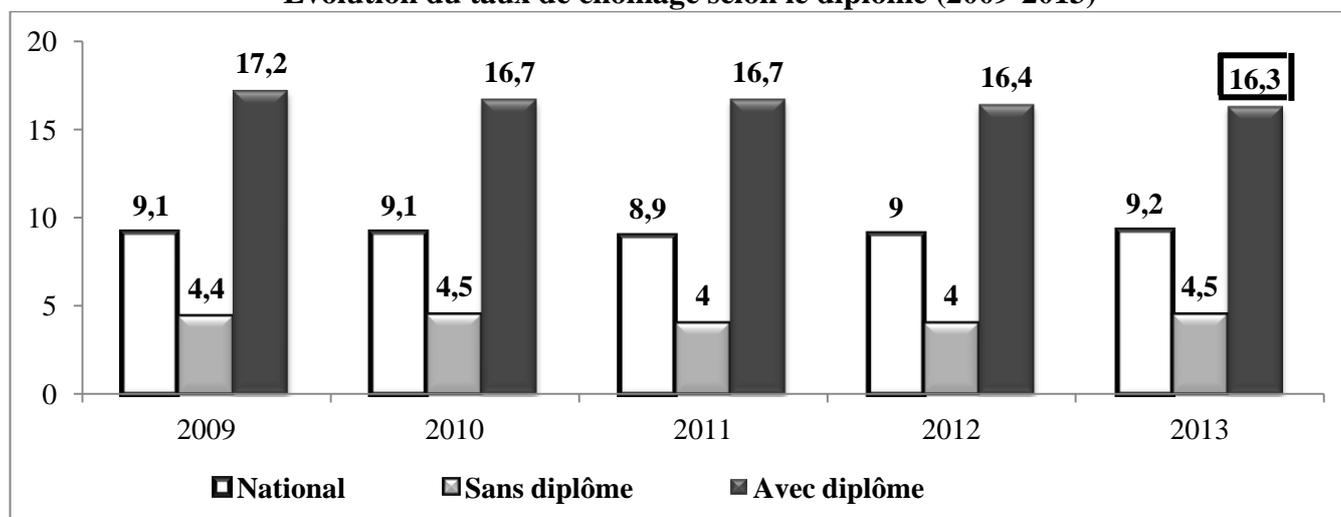
DOCUMENT 2 : Lutte contre le chômage, Auto emploi : l'expérience du programme Moukawalati

La création de MPE (micros et petites entreprises) par les jeunes est devenue depuis plus de deux décennies une stratégie privilégiée du Maroc pour non seulement surmonter les difficultés d'insertion des diplômés dans la vie professionnelle, mais également afin de contribuer positivement au développement socioéconomique du pays. En effet, l'accroissement du nombre de jeunes diplômés sans emploi, la réduction des opportunités dans l'emploi public ainsi que la nécessité de relever les défis de la compétitivité du Maroc ont amené les autorités nationales à s'intéresser davantage à la promotion des entreprises de petite dimension.

[...] Entre 2007 et 2011, le programme Moukawalati a permis la création de quelque 2 050 entreprises, soit une moyenne de 410 entreprises par an. Ce qui représente un taux de réalisation de 6,8% par rapport à l'objectif initial qui était de 30 000 entreprises entre 2007 et 2010. On peut donc affirmer que ce programme a largement échoué sur ce plan.

En d'autres termes, la population active en chômage au niveau national est de 1 038 000 personnes en 2012.

Evolution du taux de chômage selon le diplôme (2009-2013)



www.lematin.ma, Publié le 4 Mai 2013 et www.hcp.ma, consulté le 14/03/2014

DOCUMENT 3: Evolution de certains agrégats de la comptabilité nationale du Maroc

Montants (en Millions de DH)	2011	2012	2013*	Variation en % 2013/2012
Produit Intérieur Brut (au prix du marché)?.....	828 169	875 142	5,7
Revenus et transferts nets extérieurs	40 617	35 379	56 850	60,7
Revenu National Brut Disponible (RNBD)	843 224	863 548	931 992	7,9
Consommation Finale Nationale(CFN)	619 270	653 617?.....?.....
Epargne Nationale Brut (ENB)	224 954	209 931	228 958	9,1
ENB en % du RNBD	27,9	25,3	26,2	
Indice de la CFN (base 100 en 2011)	100	105,5?.....	

(*) Estimations

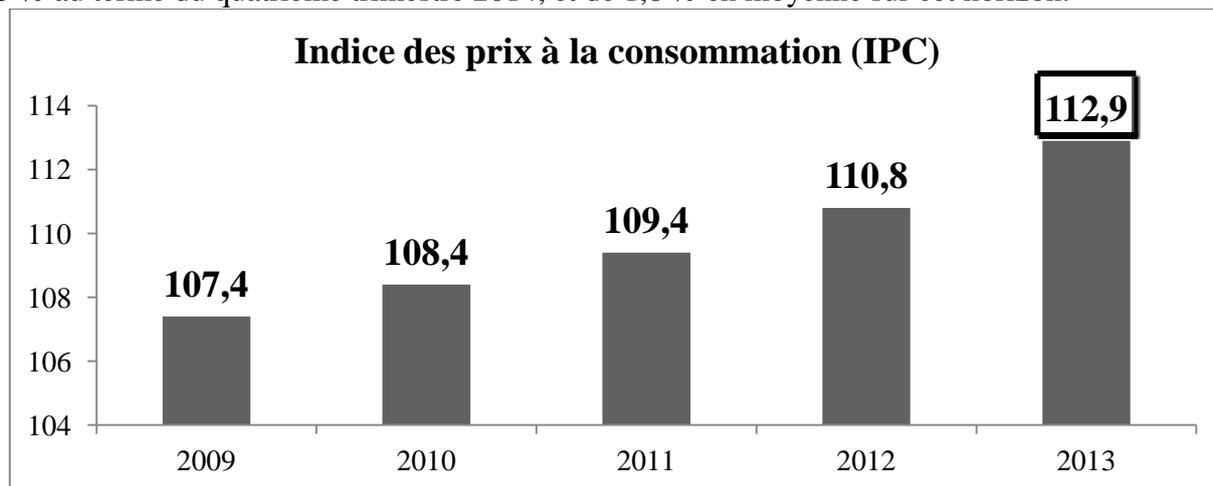
Budget économique exploratoire, HCP, 2014

DOCUMENT 4: Indexation : Impact de 0,2% sur l'inflation en 2013

L'indexation partielle des prix de certains produits pétroliers, décidée récemment par le gouvernement, aura un impact de 0,2 % sur l'inflation en 2013, a annoncé, mardi à Rabat, le Gouverneur de Bank Al Maghrib (BAM), Abdellatif Jouahri, lors de la réunion trimestrielle de la Banque centrale.

"Nous avons retenu dans nos projections trois scénarii. Si le prix du pétrole à l'international se situe à 105 dollars, comme prévu dans la loi de finances 2013, on aura un impact de 0,2 % sur l'inflation, alors qu'à 110 et à 120 dollars l'impact serait respectivement de 0,4 % et de 0,7 %", a expliqué à la presse M. Jouahri.

Dans ces conditions, les projections d'inflation font ressortir un taux de 2,2 % en 2013, de 1,7 % en 2014, de 1,5 % au terme du quatrième trimestre 2014, et de 1,8 % en moyenne sur cet horizon.



www.lavieeco.com, Edition du 25-09-2013 et Hcp.ma, consulté le 14-03-2014

TRAVAIL A FAIRE : (8,5 points)

1) Pour chacun des documents 1 et 2 , précisez le type du marché selon l'objet.	0,5 points
2) Identifiez les offreurs, les demandeurs et le prix du marché objet du document 2 .	0,75 point
3) Dédurre deux caractéristiques du marché objet du document 1 .	0,75
4) Identifiez le régime du marché du document 1 . Justifiez	0,5
5) En vous référant au document 2 :	
a) Lisez la donnée encadrée;	0,5 point
b) Relevez une caractéristique du chômage au Maroc;	0,5 point
c) Calculez la population active âgée de 15 ans et plus en 2012;	0,5 point
d) Discutez l'efficacité de la politique de l'auto-emploi au Maroc à travers le programme Moukawalati.	0,75 point
6) Sur la base du document 3 :	
a) Calculez les données manquantes;	1 point
b) Nommez et lisez le pourcentage encadré;	0,5
d) Lisez les chiffres soulignés.	0,5
7) A partir du document 4 :	
a) Expliquez le passage souligné;	0,75 point
b) Dédurre une cause d'inflation;	0,5
c) Lisez le chiffre encadré.	0,5

DOSSIER II : L'Etat et la régulation conjoncturelle (10,5 points)**DOCUMENT 5: L'investissement baisse, la croissance cale !**

Le gouvernement semble avoir décidé de lever le pied sur les dépenses d'investissement. Après un gel de 15 MMDH des dépenses de l'investissement au titre de l'exercice en cours et une enveloppe dédiée à ce chapitre en baisse de 16% à 49,5 MMDH, l'Exécutif enfonce le clou avec une nouvelle décision.

Une différence de taille, sachant que les dépenses d'investissements ont été en trend haussier ces dernières années. En effet, elles sont passées de 4,1% du PIB en 2006 à 7,1% du PIB en 2012, contre une moyenne de 4,5% entre 2000 et 2005.

Il faut dire que le gouvernement n'a pas vraiment le choix. Avec un déficit budgétaire qui n'a pas arrêté de grimper ces dernières années et un compte courant de la balance des paiements qui bat de l'aile, il était attendu que le gouvernement fasse des choix difficiles. D'ailleurs, à l'exception des dépenses de personnel (en hausse de 5,8% à 103,7 MMDH), toutes les autres rubriques «dépenses» du Budget général connaissent au mieux une stagnation, au pire une baisse. Pour faire face à cette situation, le gouvernement avait trois options, pas une de plus: lever le pied sur les subventions des prix à la consommation, ce qui a déjà commencé avec la politique de l'indexation partielle des tarifs des produits pétroliers, élargir l'assiette fiscale ou augmenter les impôts pour stimuler les recettes ou, enfin, baisser le budget d'investissement. Preuve que la situation est plutôt grave, le gouvernement semble opter pour une combinaison des trois options en mettant le paquet sur les dépenses d'investissement.

Au fond, les décisions prises interrogent le modèle de croissance adopté jusque-là et qui, de l'aveu de plusieurs organismes (le HCP en tête), a montré ses limites. L'économie du royaume serait dans un schéma basé sur une demande intérieure dopée par les investissements publics et le soutien des prix de la consommation finale (des ménages et administrations publiques). Crise économique oblige, en particulier dans la zone euro, le modèle n'est plus soutenable, *d'autant plus que les déficits jumeaux ont explosé de manière inquiétante.*

www.leseco.ma, publié le 07-11-2013

DOCUMENT 6: Evolution de certaines données budgétaires (2011-2014)

En millions de DH	2011	2012	2013	2014	Variation 2014/2013 en %
Dépenses de fonctionnement	151 994	187 840	199 260	199 353	----
Dépenses de la dette	35 534	42 743	39 269	57 331	46,0
Dépenses d'investissement	53 859	59 133	58 905	49 502	- 16,0
Solde ordinaire (épargne publique)	+ 2 097	-17 822	-24 043	-27 087	12,7
Solde budgétaire	- 15 864	-33 753	-13 929	-43 855	214,8

Lois des finances, 2011 à 2014, www.finances.gov.ma

DOCUMENT 7: La décompensation, instrument de la croissance économique

L'annonce de la hausse inéluctable du prix de l'essence super, qui sera induite dès le 1er février prochain par la décompensation décidée par le Chef du gouvernement, doit être appréciée dans la continuité de la décision de l'Etat de se désengager progressivement de son action de compensation économique des prix d'un certain nombre de produits, qu'ils soient pétroliers ou dits de première nécessité. Et chacun sait que pour la plupart, ils dépendent de la fixation des prix sur les marchés internationaux...

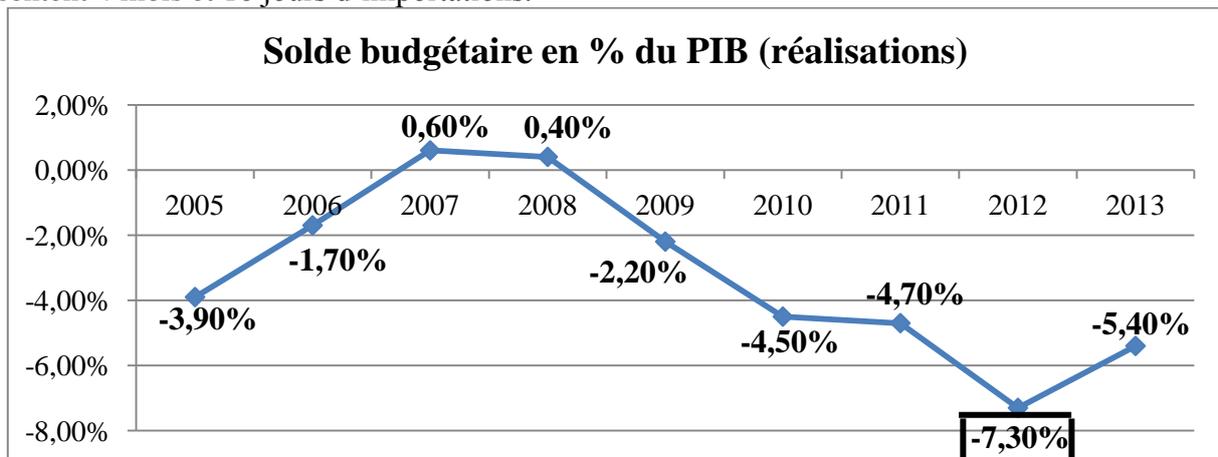
La suppression progressive de cette dernière contribuerait donc substantiellement à réduire le déficit budgétaire de 2/3 de son montant actuel. De même, une suppression progressive des milliards qui sont consacrés à cette action de soutien du pouvoir d'achat permettrait d'augmenter les budgets d'investissements qui, à fin novembre 2013, ont été financés à hauteur de 42 milliards de dirhams. Et, s'ils devaient être augmentés, ils serviraient à soutenir l'économie nationale, laquelle de ce fait pourrait jouer sur le long terme le même rôle que la compensation, en créant des emplois.

La nouvelle Tribune, Edition du 22-01-2014

DOCUMENT 8 : Finances publiques, Amélioration du déficit budgétaire à 5,4% en 2013

Le déficit budgétaire a atteint 5,4% en 2013 contre 7,3% une année auparavant, selon les données provisoires du ministère de l'Économie et des finances. Les dépenses ordinaires ont baissé de 3,1%, en raison de la réduction des charges de la compensation et une rationalisation des autres dépenses de fonctionnement. Le taux de réalisation des dépenses a atteint plus de 99,5%. Toutefois, les recettes fiscales ont enregistré une diminution de 1,6% attribuable au recul des recettes de l'IS, note le ministère tout en rappelant le bon comportement des recettes non fiscales.

Ces dernières ont connu une amélioration grâce principalement aux produits des établissements publics et à la mobilisation des dons auprès des pays du Conseil de coopération du Golfe. Les recettes ont été réalisées à hauteur de **97,2%**. Ainsi, le solde ordinaire s'améliore d'environ 9,6 milliards de DH, mais demeure négatif à -4,4 milliards de DH. Pour sa part, l'encours de la dette du Trésor a affiché une augmentation pour se situer à 62,5% du PIB contre 59,6% en 2012. Les réserves de change, quant à elles, représentent 4 mois et 10 jours d'importations.



www.lematin.ma, Publié le 24-01-2014 et www.finances.gov.ma

DOCUMENT 9: Liquidité et mise en œuvre de la politique monétaire

Durant le 4^{ème} trimestre de l'année 2013, le creusement du déficit de liquidité bancaire s'est poursuivi, atteignant 78,1 milliards de dirhams, en hausse de 4,1 milliards de dirhams par rapport au trimestre précédent, sous l'effet restrictif conjugué de l'ensemble des facteurs autonomes. En effet, les opérations du Trésor (hors interventions sur le marché monétaire) ont été à l'origine d'une ponction de liquidité de 3 milliards de dirhams du fait de la différence entre d'une part, les souscriptions bancaires aux adjudications des bons du Trésor (29,7 milliards de dirhams)...

Enfin, les opérations sur avoirs extérieurs ont eu une incidence négative de 500 millions de dirhams sur la liquidité : les achats de devises par les banques commerciales se sont élevés à 4,6 milliards de dirhams alors que les cessions de billets de banque étrangers ont atteint 4,1 milliards de dirhams.

En vue de combler le déficit de liquidité des banques, Bank Al-Maghrib est intervenue majoritairement au moyen des avances à 7 jours pour un montant quotidien moyen de 57,8 milliards de dirhams, en hausse de 8,3 milliards de dirhams par rapport au niveau moyen injecté le trimestre précédent.

Le Conseil de Bank Al-Maghrib a maintenu inchangé le taux directeur à 3%. Cette décision s'explique par le comportement des principaux indicateurs macroéconomiques observés et anticipés au Maroc et ailleurs. Le Conseil n'a pas omis d'analyser les répercussions du système d'indexation des prix de certains produits pétroliers et des mesures d'accompagnement annoncées. Il a aussi pris note des projections d'inflation qui font ressortir un taux de 2,2% en 2013, 1,7% en 2014, 1,5% au terme du quatrième trimestre 2014, soit 1,8% en moyenne sur cet horizon.

Rapport sur la politique monétaire n°29/2013, www.finances.gov.ma et lematin.ma, Edition du 24-09-2013

DOCUMENT 10: Masse monétaire, progression de 3,7% de l'agrégat M3

L'agrégat M3 de la masse monétaire a enregistré, en glissement annuel, une progression de 3,7% en janvier 2014, contre 2,8% en décembre 2013, suite notamment à une décélération de 3,5% à 3,3% du rythme d'accroissement du crédit bancaire, indique Bank Al-Maghrib (BAM).

Cette évolution est attribuable également à un ralentissement de 18,8% à 10,6% du rythme d'augmentation des créances nettes sur l'Administration centrale et à une amélioration de 3,8% à 4,4% de celui des réserves internationales nettes, explique BAM dans une note relative aux indicateurs clés des statistiques monétaires pour le mois de janvier.

Le ralentissement du crédit bancaire s'explique principalement par une légère atténuation de la baisse des prêts de trésorerie à 4,9% après 6% et une accélération du rythme de progression des crédits immobiliers de 4,7% à 5,1%.

Par composante, l'amélioration du rythme de progression de M3 s'explique d'une part, par l'accélération de 3,2% à 4,3% des dépôts à vue auprès des banques en janvier 2014 et d'autre part par la décélération de 4,5% à 1% des dépôts à terme...

www.lematin.ma, Edition du 28-02-2014

TRAVAIL A FAIRE : (10,5 points)

<p>8- À partir du document 5 :</p> <p>a) Pour chaque décision prise par le gouvernement pour réduire le déficit budgétaire, présentez les conséquences éventuelles sur le budget de l'Etat et sur l'économie marocaine.</p> <p>b) Relevez un exemple de dépenses ordinaires avec illustration chiffrée.</p> <p>c) Expliquez le passage souligné.</p>	<p>1 point 0,25 point 0,5 point</p>
<p>9) En vous référant au document 6:</p> <p>a) Lisez le chiffre souligné;</p> <p>b) Déduire et commentez deux caractéristiques du budget général de l'Etat;</p> <p>c) Comparez l'évolution des dépenses d'investissement par rapport à celle du solde ordinaire entre 2011 et 2014.</p>	<p>0,25 point 1 point 0,5 point</p>
<p>10) En vous aidant du document 7, expliquez comment la décompensation peut-elle être en faveur de la croissance économique?</p>	<p>0,5 point</p>
<p>11- En vous référant au document 8 :</p> <p>a) Lisez le pourcentage encadré et le chiffre souligné;</p> <p>b) Expliquez l'évolution du déficit budgétaire en 2013;</p> <p>c) Déduire la nature de la politique budgétaire menée par le gouvernement. Justifiez</p>	<p>0,5 point 0,5 point 0,25 point</p>
<p>12) Sur la base du document 9:</p> <p>a) Caractériser le contexte d'intervention de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire;</p> <p>b) Relevez deux instruments de la politique monétaire;</p> <p>c) Déduire un objectif intermédiaire, un objectif final et la nature de la politique monétaire.</p>	<p>0,5 point 0,5 point 0,5 point</p>
<p>13) A l'aide du document 10:</p> <p>a) Relevez une contrepartie de la masse monétaire;</p> <p>b) Présentez les causes de la baisse continue du rythme du taux de croissance de la masse monétaire.</p> <p>c) En déduisez une conséquence sur le marché monétaire.</p>	<p>0,25 point 0,25 point 0,25 point</p>
<p>14) Synthèse</p> <p>Depuis 2009, le déficit budgétaire ne cesse de s'aggraver pour atteindre 7,3 % du PIB en 2012. Après avoir expliqué les causes de déficit structurel du budget de l'Etat, discutez les décisions prises par l'Etat dans les lois des finances 2013 et 2014 pour le réduire. (Exploitez les documents ci-dessus, les réponses aux questions précédentes et les connaissances acquises). Présentez votre réponse sous forme d'un développement structuré (introduction, développement et conclusion)</p>	<p>3 points</p>